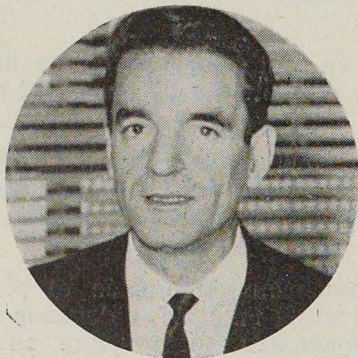


Théo VIAL-MASSAT Candidat du Parti Communiste Français

Électrices, Électeurs,



Pendant cinq années, de 1962 à 1967, Théo VIAL-MASSAT a représenté la circonscription "ONDAINE-PILAT" à l'Assemblée Nationale.

Au cours de cette période, son action en faveur du progrès social, de la démocratie et de la paix, son attachement à l'économie de notre région ainsi qu'aux intérêts de la population laborieuse des villes et des villages lui ont gagné l'estime et la confiance de larges couches, portant ses suffrages - qui étaient de 38 % en 1962 - à 48 % en 1967.

Seule la collusion des forces réactionnaires gaullistes et centristes privait, in-extrémis, la circonscription du député de gauche actif et efficace dont notre région a cependant bien besoin.

Défenseur acharné des travailleurs manuels et intellectuels lorsqu'il était député, Théo VIAL-MASSAT est resté au service du peuple. Au cours des événements exceptionnels de ces derniers jours, il était aux côtés des millions de victimes de la politique gaulliste.

Malfaisante pour le peuple et le pays, cette politique a en effet conduit dix millions d'hommes et de femmes à se priver de salaire, à affronter avec leurs familles de lourds sacrifices plutôt que de continuer de supporter des conditions de vie indignes d'un pays moderne.

LN refusant constamment et depuis dix ans de discuter, aussi bien avec les représentants des salariés, des étudiants, des paysans qu'avec les élus du peuple ; en se réservant (et avec quel mépris de l'opinion !) le monopole de toutes les décisions, le pouvoir gaulliste a créé une situation qui a contraint les étudiants à ne plus étudier, les enseignants à ne plus enseigner, les travailleurs à cesser le travail et les paysans à manifester.

Incontestablement, le pouvoir actuel est entièrement responsable de ce qui s'est passé. Sa politique, tout entière au service des monopoles et des grandes banques, a abouti à ce résultat : l'accumulation d'une profonde colère dans notre peuple, le renforcement chez tous les Français de la volonté de ne plus être considérés comme des sujets.

Car le **bilan du gaullisme**, en dix ans de pouvoir sans partage, **est lourd** :

- Alors que les profits capitalistes n'ont cessé d'augmenter, les ouvriers ont vu leur niveau de vie stagner, et même souvent diminuer.
- Les hausses des prix, l'augmentation des impôts et des loyers, le démantèlement de la Sécurité Sociale, 500.000 chômeurs dont 10.000 dans notre département, voilà les fruits de la politique antisociale du pouvoir gaulliste.
- Un système d'enseignement dépassé, des équipements scolaires, culturels et sportifs notoirement insuffisants, des dizaines de milliers de jeunes sans emploi : voilà ce que le pouvoir gaulliste a apporté à la jeunesse française.

- Les difficultés se sont accrues à la campagne et les paysans, eux aussi, manifestent leur mécontentement. Ils réclament la possibilité d'écouler leur production à des prix rémunérateurs et l'abandon d'une politique agricole qui les expose délibérément aux coups de la concurrence des gros possédants et des banques privées.
- La T.V.A. est venue ajouter au marasme — provoqué par le chômage, les bas salaires et les super-marchés — du petit commerce et de l'artisanat.

CONTRAINTE de dissoudre l'Assemblée Nationale — pourtant composée d'une majorité de députés à sa dévotion — et de donner ainsi la parole au peuple comme le réclamait le Parti Communiste Français depuis le début de la crise, DE GAULLE comme à son habitude s'est efforcé d'effrayer en reprenant contre notre Parti les slogans les plus éculés.

C'est qu'il ne lui pardonne pas de s'être dressé dès 1958 et seul en tant que Parti contre lui ; pas plus qu'il n'ignore que le Parti Communiste Français est l'ardent défenseur des intérêts du peuple et le meilleur artisan de l'union des forces de gauche.

La seule issue démocratique à la crise ouverte par la faillite du régime gaulliste, c'est en effet l'union des forces de gauche s'appuyant sur les larges masses de notre peuple et la constitution d'un **gouvernement d'union démocratique** appliquant un programme commun de progrès social et de paix débouchant sur le socialisme.

Plus important sera le nombre des députés communistes dans la prochaine Assemblée et plus vite aboutiront les revendications les plus brûlantes de millions de Françaises et de Français, défendues par les organisations syndicales et familiales et que les élus et militants communistes ont toujours soutenues avec acharnement.

Porteur de la volonté populaire clairement exprimée ces dernières semaines par le peuple de France, Théo VIAL-MASSAT et son remplaçant **Charles CROUZET**, se présentent devant les électeurs avec le **programme novateur du Parti Communiste Français** qui prévoit la satisfaction de ces revendications, écarte les menaces d'inflation et les hausses de prix en s'attaquant à la domination du grand capital, notamment :

- par la nationalisation progressive des grandes entreprises détenues par les monopoles dans les secteurs-clés de l'économie ;
- par la réduction des dépenses militaires, en particulier par la reconversion de la force de frappe à des fins pacifiques.

En se proposant d'assurer aux travailleurs manuels et intellectuels du travail pour tous et de meilleures conditions de vie, d'organiser la démocratie dans l'entreprise, dans l'Université et dans le pays, de garantir une vieillesse décente et d'ouvrir des perspectives heureuses à la jeunesse, les communistes s'affirment de fervents défenseurs de l'intérêt national et de la grandeur de la FRANCE.

Dans notre circonscription, le choix est clair
Pour assurer plus sûrement la défaite du Gaullisme
et promouvoir une POLITIQUE DE GAUCHE

VOTEZ MASSIVEMENT DÈS LE PREMIER TOUR

pour les Candidats Communistes

Théo VIAL-MASSAT

et son remplaçant
 éventuel :

Ancien Député

Ancien Combattant 39-45

Chevalier de la Légion d'honneur

Croix de Guerre

Médaille de la Résistance - des Evadés

Charles CROUZET

Maire d'Unieux



ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Chers Electeurs,

Nous avons trop craint le pire pour oublier jamais les événements de Mai qui ont installé le Pays, Paris surtout et quelques grandes villes, dans un climat de guerre civile.

Ainsi, nous avons vu à quoi aboutit une majorité inconditionnelle : l'affrontement dans la rue.

Le Gouvernement, prétendument fort, disposant comme personne n'en eût jamais, de tous les pouvoirs, a laissé pourrir la situation par faiblesse ou par calcul. Cette carence a été condamnée par tous, même par certains hommes de la majorité.

Le refus permanent du dialogue dans le cadre des institutions démocratiques ne laissait aux justes revendications qu'un moyen de s'exprimer : la rue.

Le calme, il convient de le souligner, dans lequel s'est exprimée dans notre Région la voix des travailleurs, des usines, des bureaux et des champs ne peut faire oublier l'importance nationale des événements et leur gravité.

Surpris par ces événements l'appareil du Parti Communiste s'est ressaisi et il a tenté de transformer le mouvement revendicatif en manifestation politique, avec l'appui des formations dites "de gauche" qu'il entraîne dans son sillage.

L'objectif avoué était de transformer la République Française en Démocratie Populaire. **Mais les ouvriers n'ont pas marché.**

La France n'aurait-elle donc rien d'autre à choisir que le pouvoir solitaire ou le pouvoir dominé par l'organisation communiste ?

Il existe cependant dans le Pays une très large majorité d'hommes et de femmes qui veulent réaliser les réformes dans la Paix sociale. Ces hommes, ces femmes veulent le changement mais refusent l'aventure et le désordre. Ils refusent la division en deux blocs antagonistes dont l'affrontement conduira à la guerre civile.

Et maintenant ? Maintenant, il faut arrêter la violence, ramener le calme dans le pays, dans l'université, dans les usines par le dialogue et la reconnaissance de ce qui est juste et respectable dans le désir de réformes exprimé par les travailleurs, citadins et ruraux et les étudiants ; il faut, dans la paix civile, assurer la sécurité de l'emploi par une croissance économique suffisante et par la promotion d'une société nouvelle au sein de laquelle travailleurs et employés, étudiants et agriculteurs, jeunes et personnes âgées, artisans et commerçants trouveront leur vraie place.

Pour cela, il faut faire l'Europe unie, notre dernière chance de Prospérité et de Paix.

Il faut faire une République jeune, progressiste et humaine, celle que vous proposent le **CENTRE DE PROGRÈS ET DE DÉMOCRATIE MODERNE** et son candidat **CLAUDIUS PETIT**.



CLAUDIUS PETIT

Député sortant.
Maire de Firminy.
Conseiller Général.
Ancien Ministre.
Officier de la Légion d'Honneur.
Compagnon de la Libération.
Croix de Guerre.

Remplaçant éventuel :

LOUIS BERGER

Maire de Roche-la-Molière.
Chevalier de la Légion d'Honneur.

Vu, les candidats :

CLAUDIUS PETIT
LOUIS BERGER

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Chers Electeurs

Monsieur, nous avons le plaisir de vous adresser ce document en vue de vous informer de la situation politique et sociale du Québec.

En effet, nous avons vu à quel point notre société québécoise a changé.

Le Gouvernement québécois a mis en œuvre une politique de développement économique et social qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement culturel qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement éducatif qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement social qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement économique et social qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

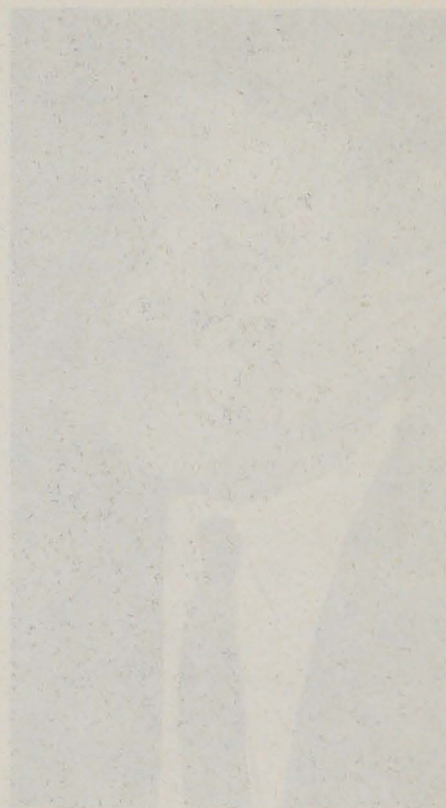
Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement culturel qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement éducatif qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement social qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement économique et social qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.

Le Gouvernement a également mis en œuvre une politique de développement culturel qui a permis de créer de nombreuses nouvelles entreprises et de développer de nouvelles industries.



CLAUDE PETIT

CLAUDE PETIT
Député libéral
Circulaire 100
Département de la Santé
et des Services sociaux
Ministère de la Santé
et des Services sociaux
Ottawa, Ontario

LOUIS BERGER

LOUIS BERGER
Député libéral
Circulaire 100
Département de la Santé
et des Services sociaux
Ministère de la Santé
et des Services sociaux
Ottawa, Ontario

CLAUDE PETIT

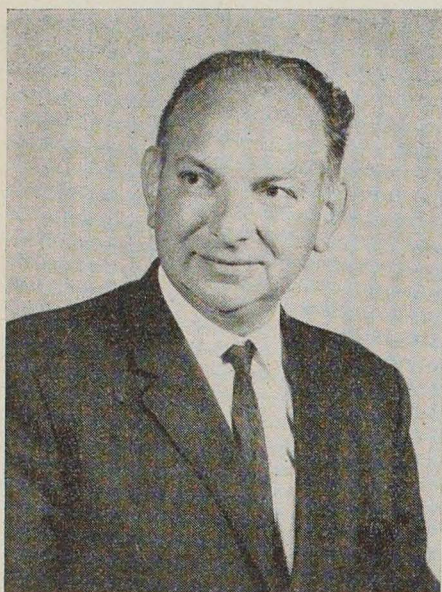
LOUIS BERGER

CLAUDE PETIT

LOUIS BERGER

CLAUDE PETIT

UNION POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE



QUI SOMMES-NOUS ?

Des hommes qui refusons d'avoir pour emblème le drapeau ROUGE ou le drapeau NOIR

**LE NOTRE A TROIS COULEURS
CELLES DE LA FRANCE**



C'EST QUE NOUS VOULONS !

accomplir dans l'ordre, le CALME et la RÉFLEXION, toutes les réformes nécessaires pour aller toujours de l'avant sur la route du **PROGRÈS**.

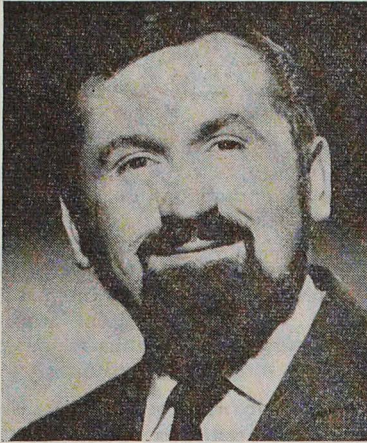
VOTEZ pour LA FRANCE
Serge LE GRIEL

Robert GROSS

REMPLAÇANT EVENTUEL

AVEC TOUS LES VRAIS RÉPUBLICAINS

VU LE CANDIDAT.



CANDIDATS présentés par le **P.S.U.**

Paul MÉDARD

35 ans - Instituteur - Maître d'éducation physique.
Fils d'un ouvrier de la Haute-Loire.
Médaille d'Honneur de la Jeunesse et des Sports.
Militant syndicaliste départemental.
Membre du Conseil d'Administration du Planning Familial de la Loire.
Ses qualités de dynamisme, d'enthousiasme et de générosité, en ont fait un animateur apprécié dans la région, des nombreux mouvements familiaux, culturels, pacifistes et de jeunesse, dans lesquels il milite.

Madame, Monsieur,

A la demande de tous nos camarades des sections P.S.U. de l'Ondaine, à l'appel de très nombreux syndicalistes, de plusieurs militants d'organisations familiales et culturelles de la région, nous avons accepté de poser notre candidature à ces élections imposées au pouvoir par la volonté des travailleurs.

En effet, au cours du grand mouvement de colère populaire qui vient de secouer notre pays, nous avons l'un et l'autre compté parmi les principaux animateurs des comités d'action qu'étaient l'Intersyndical du Chambon et celui de l'E.D.F. de Firminy.

Notre candidature n'est donc aujourd'hui que la suite logique au dur combat syndical que nous venons de mener aux côtés des travailleurs, étudiants et enseignants opposés à l'actuel régime capitaliste. Ces élections ne peuvent que déboucher enfin sur un régime nouveau, démocratisé à tous les échelons de la vie nationale.

Soyez persuadés, Madame, Monsieur, de notre plus entier dévouement.

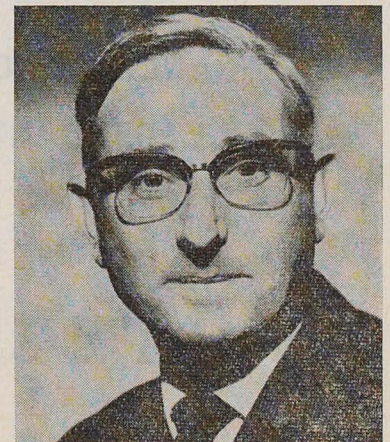
SUPPLÉANT

Simon RASCLE

41 ans - Agent à l'Electricité de France - Militant syndicaliste.
Son calme, son sérieux, son dévouement à la cause socialiste en ont fait le second de liste aux dernières élections municipales de Firminy, sur la liste d'Union Démocratique.

**« Il faut laisser la place à des hommes
qui rendront l'espoir »**

Pierre MENDÈS-FRANCE,
Député P.S.U. de Grenoble - Mai 1968



Paul MÉDARD et Simon RASCLE sont, en dehors du Parti Communiste, LES SEULS CANDIDATS DE GAUCHE

Dix ans après le coup de force militaire d'Alger, notre pays vient de connaître un **mouvement de colère populaire** sans précédent.

Etudiants et jeunes travailleurs ont, les premiers, mis en cause la dictature capitaliste, puis des **millions de grévistes** ont occupé les usines dans un ordre parfait.

Mensonges, calomnies, rien ne pourra briser un tel élan !

Il s'agit maintenant de savoir, si tous nous voulons renouveler le mandat de ceux qui ont fait, ou laissé faire, la politique de ces dix dernières années. L'heure des décisions claires va sonner : **l'élection des députés est un choix politique** et non pas une désignation de notables, désireux d'être d'accord avec tous à la fois.

Le **P.S.U.**, pour sa part a choisi : **il était avec les étudiants contre les brutalités policières et avec les travailleurs en grève, contre tous ceux qui ne songent qu'à protéger leur profit.**

Le mouvement que nous venons de vivre porte en lui bien d'autres choses que les seules revendications de salaires : **les travailleurs** savent bien que les succès obtenus par leur grève ne seront assurés, que **si demain, ils peuvent contrôler la gestion de leurs entreprises et les mécanismes économiques**, tout comme les **étudiants** demandent à être **associés à la gestion de leurs universités**. Sans de **profondes réformes de structures**, les hausses de prix annuleraient bien vite les **augmentations de salaires**.

Chacun souhaite que la **transformation profonde de la société** se réalise **d'une manière pacifique**. C'est **possible**, à condition bien sûr, que le nouveau gouvernement issu des élections se donne pour **objectif, non pas la répression policière mais la construction d'une démocratie socialiste** dont les objectifs seraient les suivants :

- Augmentation prioritaire des bas salaires
- Retour progressif aux 40 heures
- Un emploi pour tous, pour les jeunes en particulier
- Egalité des salaires entre hommes et femmes
- Amélioration des remboursements de Sécurité Sociale, des Allocations Familiales et des Retraites

UNE ÉCONOMIE SOCIALISTE

qui n'est possible qu'avec

UN PLAN SOCIAL ET DÉMOCRATIQUE

- Abrogation des ordonnances anti-sociales
- Gestion par les travailleurs de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales
- Plan socialiste qui s'impose aux entreprises en nationalisant celles qui dominent l'économie
- Plan démocratique : droits syndicaux assurés, et entreprises à gestion contrôlée par les travailleurs
- NATIONALISATIONS + AUTOGESTION = SOCIALISME !

- Indépendance de la radio et de la télévision
- Université libre, gérée par étudiants et professeurs
- Enseignement laïc moderne qui ne forme pas des chômeurs et où les enfants puissent s'épanouir
- LIBÉRONS LA CULTURE ET L'INFORMATION !

UNE CULTURE LIBÉRÉE

UNE FRANCE AMICALE ET INDÉPENDANTE

- NON AUX BLOCS MILITAIRES !
- Solidarité envers les pays en voie de développement
- Paix et socialisme au Viet-Nam
- Une Europe des travailleurs
- PAIX ET LIBERTÉ A TRAVERS LE MONDE !

VOTEZ

Paul MÉDARD Simon RASCLE

Vu : le Candidat.